



31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris



25/27 rue des Envierges
75020 Paris



Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)

Avec les travailleurs sans-papiers en grève Manifestation mardi 30 août à 14 heures devant le Ministère du Travail

Angle Bd des Invalides et Rue de Grenelle, Métro Varenne, ligne 13

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ces derniers ont formé des piquets devant leurs entreprises : RSI, une société d'intérim, basée à Gennevilliers (92), DPD, filiale de La Poste pour le colis, au Coudray-Montceaux (91) et Chronopost, l'autre filiale colis de La Poste à Alfortville (94). Ils réclament leur régularisation auprès des préfectures qui, depuis, font la sourde oreille.

Les patrons et le pouvoir ferment leurs portes et manœuvrent !

Dans l'Essonne, la préfecture d'Évry, a fait évacuer, le 2 février, le piquet permanent installé devant la plateforme DPD du Coudray. Elle recevait certes des délégations lors de nos manifestations, mais c'est à chaque fois pour couvrir les manœuvres grossières et provocatrices de **la Poste (DPD) et de son sous-traitant Derichebourg**. Dans les réunions, le représentant de la préfecture nous montrait (de loin) les CERFAs reçus de Derichebourg. La complicité avec cette entreprise a été jusqu'à lui déléguer le soin de convoquer plusieurs personnes en préfecture avec l'objectif évident de diviser le groupe en lutte. Deux grévistes se sont ainsi vus délivrer une autorisation provisoire. Depuis le mois de mai, cependant, depuis que la Poste a rompu le contrat avec Derichebourg, la préfecture ne nous reçoit plus.

Dans le Val-de-Marne, la Préfecture de Créteil a reçu une délégation le 31 janvier, mais sans retour depuis, et a refusé de recevoir les grévistes sans papiers lors de nos dernières manifestations.

Dans les Hauts-de-Seine, la préfecture de Nanterre campe dans son refus de recevoir une délégation des grévistes de RSI, qui ont pourtant obtenu de l'employeur, par la lutte, les documents (CERFAs) réclamés pour demander la régularisation. La préfecture n'accepte de communiquer qu'avec des élus-es. Et depuis le mois de mai, elle ne les reçoit même plus.

À la préfecture de Police, où se trouvent des instances qui coiffent les préfectures départementales, à commencer par le préfet de Police lui-même, silence identique, malgré nos manifestations à proximité et nos demandes d'audience.

La Direction des Étrangers du ministère de l'Intérieur nous a reçu les 9 février et 13 juillet. À chaque fois « Je vous écoute ». À chaque fois « Nous vous ferons un retour »... qui n'a jamais eu lieu.

Enfin, le ministère de l'Intérieur, non loin duquel nous avons aussi manifesté, a refusé de recevoir et nous a renvoyé aux préfectures.



Le 9 février, Place de la Nation, lors de la manifestation en direction de la direction des étrangers du Ministère de l'Intérieur

Le Ministère du Travail sous les ordres du Ministère de l'Intérieur

Les travailleurs sans-papiers, surexploités, peuvent souvent trouver de l'aide dans les services de l'Inspection du Travail. Ainsi, dans l'Essonne, l'inspecteur territorialement compétent pour la plateforme DPD du Coudray est venu y enquêter. Il a tenté une conciliation avec les employeurs puis y a renoncé à cause de la mauvaise foi de Derichebourg. Il a reconnu que 62 grévistes du piquet avaient bien travaillé sur le site et a rédigé un rapport accablant pour La Poste et Derichebourg. Il a passé, fin janvier, le rapport à la préfecture et à

la justice, **lesquelles se sont empressées de l'oublier**. Quant à la direction (la DRIEETS d'Evry), elle ne répond plus à nos sollicitations. De son côté, la préfecture d'Evry, interpellée le 21 mars à la fin d'une manifestation, nous a dit qu'elle n'avait pas de communication à faire sur ce rapport.

Sur Gennevilliers, l'Inspection du Travail locale nous a aidés à obtenir les documents de régularisation de la part de BELVEDIA, la société propriétaire de RSI. Elle a transmis ensuite le dossier à sa direction, laquelle nous a invités à venir dans ses locaux de Nanterre le 13 décembre. Volte-face quelques heures après l'invitation. Ce n'était plus possible. Nul doute que la préfecture lui a fait savoir qu'elle ne souhaitait pas son intervention. Depuis plusieurs mois, lors de nos manifestations en direction de la préfecture de Nanterre, nous faisons un crochet par la DRIEETS de Nanterre, laquelle refuse de nous recevoir. Le 23 juin, la direction avait même bunkerisé le bâtiment, intimant l'ordre aux agents de contrôle d'annuler tous leurs rendez-vous, l'après-midi de notre passage.

Sur Alfortville, c'est pire. On se souvient qu'il y a deux ans et demi, la grève de sept mois avait dénoncé l'usage massif de travailleurs sans-papiers sur le site Chronopost. Mais cela n'avait donné lieu qu'à une visite rapide du site par un responsable de l'Inspection du Travail. On parle aujourd'hui d'une enquête enterrée, mais en fait il n'y avait même pas eu d'enquête. Pour la lutte actuelle, alors qu'on en est au 9^e mois de grève, nous n'avons vu passer aucun agent de contrôle. Nous avons manifesté le 13 janvier dernier devant la DRIEETS de Créteil, mais n'avons même pas été reçus.

Enfin, le tableau ne serait pas complet sans citer la rencontre du 20 janvier, à l'occasion d'une manifestation devant la direction régionale de la DRIEETS à Aubervilliers. Le directeur nous avait remerciés pour la précision de nos interventions. Il avait affirmé qu'il passerait le message aux ministères, aux préfectures et aux antennes qui ne nous reçoivent pas. Sans aucun effet...

Et le ministère du Travail lui-même ? Le 12 avril, nous avons été reçus par le directeur de cabinet adjoint. Nous lui avons envoyé la liste des grévistes -- sans effet. Ces listes ont été ressorties par le ministre Olivier Dussopt, lors de la rencontre du 20 juin. Il a affirmé qu'il nous ferait un retour, mais depuis, il fait silence !!!

Le Ministère du Travail, qui à sa création avait une vocation de protection des travailleurs face aux abus des patrons, n'est plus que le ministère de la démolition des acquis sociaux. Une "autorité" qui n'a rien à dire **face à un ministère de l'Intérieur qui protège les patrons voyous**. Des patrons qui **profitent à fond de ce système qui développe sans cesse une armée de réserve de travailleurs sans droits, pour contourner toutes les lois sociales, toutes leurs obligations légales, et organiser un dumping social sans fin**. Et le **Ministère du Travail laisse faire et n'a rien à dire**.

Les grévistes sans-papiers décidés à ne plus subir, à ne plus se taire !

Leur mouvement collectif, leur solidarité et leur courage à affronter ce patronat cynique et protégé par l'État, malgré la répression et la menace, **est un exemple et un encouragement à relever la tête, à affirmer et à défendre ses revendications, à exiger ses droits, pour toutes les personnes « invisibles »** qui n'en peuvent plus de ce monde d'exploitation et de mépris !

Ils doivent recevoir la pleine solidarité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, **car une victoire des plus précaires tire toujours vers le haut les droits de toutes et tous, c'est une victoire pour toutes et tous !**

Régularisation de tous les sans-papiers !

Et dans l'immédiat :

Le gouvernement doit régulariser les occupants des trois piquets de grève RSI, DPD et CHRONOPOST !

Pour contacter les grévistes, venez sur nos piquets :

RSI : 10 rue de la Sablière, Gennevilliers (92),

DPD : rue du Bois de l'Écu, le Coudray-Montceaux (91) (Piquet certains jours)

Chronopost : 2 chemin de Villeneuve-St-Georges, Alfortville (94)

Contribuez financièrement :

<https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill> ;

<https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>

<https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>